

Ejection. La FFS dépose son bilan. Victime d'une crise sportive, son président Marcel Calvat sous la pression des Équipes de France a annoncé hier soir qu'il partirait mardi après le passage devant le TGI d'Annecy

Calvat viré par les skieurs

“**J**'ai été élu. Je suis légitime...” Encore hier, dans l'après-midi, Marcel Calvat, voulait y croire et s'appuyer sur la légalité de son élection en décembre dernier. Mais voilà, la solidarité des élus témoignée jeudi soir par un vote du comité directeur (31 votes favorables, 4 abstentions) a volé en éclats devant la défiance des skieurs des Équipes de France et de l'encadrement. Le divorce est totalement consommé. Le communiqué des Équipes de France de ski et de leur encadrement (lire par ailleurs), et diffusé hier, condamnait Marcel Calvat au départ, le poussant vers la sortie sans ménagement. “Je suis victime d'une entreprise de démolition. J'espère que ceux qui en sont à l'origine auront la même énergie pour reconstruire le ski français... Je vais rester le capitaine du navire jusqu'à mardi pour l'audience de mise en redressement judiciaire. Je partirai après la tête en haute”, a-t-il déclaré, acculé, chez nos confrères de France 3 Alpes hier soir.

Jeudi soir donc, au cours d'une réunion marathon -6 heures- le comité directeur avait choisi, à la majorité, de déposer le bilan et s'engager sur la voie d'un plan de redressement judiciaire, vœu émis par le ministère des Sports (un administrateur provisoire sera nommé mardi par le TGI d'Annecy). “En fermant le robinet, c'est à dire en ne nous versant pas les subsides promis, le ministère nous a contraints à cette démarche”, observait Marcel Calvat toujours en poste à la présidence à l'issue des débats. On croyait pourtant le dirigeant dauphinois plus que proche du départ depuis la crise sportive des derniers jours générée par l'affaire des entraîneurs italiens (lire nos éditions du



DEMISSIONNÉ. À la FFS, depuis six mois, les présidents comme Marcel Calvat passent, et le DTN, Gérard Rougier reste. Photo Thierry GUILLOT

10/05 et 12/05) et matérialisée par un bras de fer avec Gilles Brenier. Le directeur de l'Équipe de France masculine avait, dans cette épreuve de force, reçu l'appui de la Direction technique nationale, de l'encadrement et des coureurs (Dénériaz, Covili, Vidal...). Les “alpins” très remontés avaient même demandé la démission du comité directeur !!! Il fut d'ailleurs longuement question de ce point dans la nuit de jeudi. Michel Vion, ancien DTN devenu élu, très affecté par cette remise en cause collective, a donné sa démission du bureau fédéral jeudi soir, tout en restant membre du comité directeur. Il demeure pour nombre d'athlètes l'homme du recours mais sa casquette de directeur de la Course chez Dynastar bloque

1973 à l'envers

pour l'heure sa déclaration. Cinq autres élus de cet exécutif fédéral, présidents des commissions sportives Martine Kohly (freestyle), Roger Ravanel (nordique), Philippe Cueur (alpin), Philippe Jeannot (snowboard) accompagnés par Maurice Tronel, président du comité de Savoie, ont également démissionné du bureau fédéral. Mais pas Marcel Calvat, ni son trésorier Alain Le Corno, qui depuis quelques jours, dans une ambiance de règlement de comptes cristallisaient l'essentiel des critiques... Même le président des moniteurs, le Dauphinois Gilles Chabert avait fustigé dans nos colonnes l'incapacité de Marcel Calvat à gouverner la FFS. Hier, les sportifs qui attendent tou-

jours de commencer leur préparation pour la prochaine saison ont donné le coup de grâce à Marcel Calvat “élu sur un concours de circonstances” à la tête d'une fédé bien malade il y a six mois.

L'histoire retiendra qu'il est arrivé au pire moment. Il a payé le prix fort pour un déficit financier (1,5 M€) qu'il n'a pas creusé. Il a fait des erreurs dans sa communication, négligeant le dialogue avec les Équipes de France et les entraîneurs. Fatale erreur. Sa plus grosse faute fut peut-être d'avoir cru qu'il faisait partie du “milieu dur” du ski. Contrairement à 1973, aujourd'hui, ce sont les skieurs qui ont eu la peau de leur président. Mais comme il y a trente ans, cette crise laissera des traces dans le ski français.

Laurent DAVIER ■

Communiqué des équipes de France

Suite à la réunion du comité directeur de la Fédération française de ski du jeudi 15 mai, l'ensemble des équipes de France de ski et leur encadrement, toutes disciplines confondues, déplorent que leurs demandes concernant la position et le devenir des athlètes et de leur encadrement n'aient pas été prises en compte par le bureau fédéral. Seuls 6 membres, conscients de l'enjeu, ont démissionné.

Tout en comprenant que l'évolution de la situation juridique de la Fédération française de ski (dépôt de bilan) nécessite de disposer d'une représentation légale, les entraîneurs des équipes de France soutenus par leurs athlètes, confirment leur décision d'arrêter leur mission actuelle et de s'en remettre auprès de leur ministre dès mardi 20, si le retrait total du bureau fédéral n'est pas effectif à cette date.

Aujourd'hui, la confiance étant consommée, toute conciliation sous la forme d'une éventuelle rencontre avec l'encadrement et les athlètes ne saurait être envisagée.

En conclusion, la démission de la totalité du bureau fédéral et de son président, en vue de la mise en place d'une nouvelle équipe capable de rassembler toutes nos disciplines et de fédérer le Ski français autour d'une personne reconnue, constitue notre ultime condition.